



CHAPITRE 113

Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville

[Sanctionnée le 4 février 1960]

CHAPTER 113

An Act to amend the charter of the city of Drummondville

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Drummondville a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est nécessaire pour le développement industriel de la cité que des terrains de dimensions convenables soient réservés et achetés à ces fins;

Que dans ce but la cité a fait l'acquisition de terrains, propriété d'un nommé Laurent Janelle, lesquels terrains ne sont pas situés dans le territoire de la cité de Drummondville mais bien dans le territoire de La municipalité de Grantham-Ouest, voisin de celui de la cité;

Qu'il y a lieu pour la cité de demander l'adoption d'une loi décrétant l'annexion au territoire de la cité de parties de terrains ou lots, détachées de celui de La municipalité de Grantham-Ouest;

Qu'il est dans l'intérêt de la cité de construire et entretenir des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles, et d'emprunter à cet effet;

Qu'il est dans l'intérêt de la cité d'obtenir certains amendements à la loi concernant l'élection municipale, la préparation de la liste électorale, la signification des procédures en Cour municipale, la réglementation des taxis, et autres matières;

Qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 2 George VI, chapitre 113, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

WHEREAS the city of Drummondville has, by its petition, represented:

That it is necessary for the industrial development of the city that lands of convenient dimensions be reserved and bought for such purposes;

That for such purpose the city acquired lands owned by one Laurent Janelle, which lands are not situated in the territory of the city of Drummondville but in the territory of The municipality of Grantham-Ouest, next to that of the city;

That it is expedient for the city to pray for the passing of an act to annex to the territory of the city parts of lands or lots detached from that of The municipality of Grantham-Ouest;

That it is in the interest of the city to erect and maintain immoveables to be used for municipal or industrial purposes and to borrow money for that purpose;

That it is in the interest of the city to obtain certain amendments to the law respecting municipal elections, the preparation of the electoral list, the service of proceedings in the Municipal Court, the regulation of taxis, and other matters;

That it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 2 George VI, chapter 113, and the acts amending the same, be again amended for the purpose of giving it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Preamble.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1958-59,
c. 62,
a. 2, remp. **1.** L'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 62, est abrogé et est remplacé par le suivant:

Territoire. **"2.** Le territoire actuel de la cité de Drummondville est augmenté par l'annexion d'une partie de territoire, désigné par un plan en date du 18 novembre 1959, préparé par l'arpenteur-géomètre Armand Saint-Pierre, détaché de La municipalité de Grantham-Ouest, comté de Drummond, et dont le périmètre, se décrit comme suit:

Un territoire situé dans le canton de Grantham, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 164 et 166*d* avec le côté nord-est du chemin de front du rang IV; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des lots 164 et 166*d* sur une longueur de 3,070 pieds; une ligne traversant le lot 166*d* et une partie du lot 167 jusqu'à un point sur une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 166*d* et 167 à une distance de 2,101 pieds du coin ouest du lot de subdivision 167-28; ladite ligne parallèle à la ligne séparative des lots 166*d* et 167 sur la longueur de 2,101 pieds jusqu'audit coin ouest du lot de subdivision 167-28; la ligne nord-ouest des lots de subdivision 167-28 et 167-1; la ligne nord-est des lots de subdivision 167-1, 167-3; la ligne nord-ouest du lot de subdivision 167-6; la ligne nord-est des lots de subdivision 167-6, 167-10 et 167-30; une ligne traversant le lot de subdivision 167-29 jusqu'au coin ouest du lot de subdivision 167-22; la ligne nord-ouest des lots de subdivision 167-22, 167-23, 167-24, 167-25 et 167-26 jusqu'au côté sud-ouest du boulevard Bernard; ledit côté sud-ouest du boulevard Bernard limitant au nord-est les lots de subdivision 167-26, 167-27, le lot

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 62, is repealed and replaced by the following:

"2. The present territory of the city of Drummondville is increased by the annexation of a portion of territory designated on a plan dated the 18th of November, 1959, and prepared by Armand Saint-Pierre, land-surveyor, detached from The municipality of Grantham-Ouest, county of Drummond, and the perimeter of which shall be described as follows:

A territory situated in the township of Grantham, comprising, by reference to the official cadastre for the said township, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, water courses or parts thereof comprised within the following limits, to wit: Starting from the intersection point of the dividing line between lots 164 and 166*d*, and the northeastern line of the front road of range IV; thence, successively, the following lines and boundaries: the dividing line between lots 164 and 166*d* on a distance of 3,070 feet; a line across lot 166*d* and part of lot 167, up to a point on a line parallel to the dividing line between lots 166*d* and 167, 2,101 feet from the western corner of subdivision lot 167-28; the said line parallel to the dividing line between lots 166*d* and 167, on a distance of 2,101 feet, up to the said western corner of subdivision lot 167-28; the northwestern line of subdivision lots 167-28 and 167-1; the northeastern line of subdivision lots 167-1 and 167-3; the northwestern line of subdivision lot 167-6; the northeastern line of subdivision lots 167-6, 167-10 and 167-30; a line across subdivision lot 167-29, up to the western corner of subdivision lot 167-22; the northwestern line of subdivision lots 167-22, 167-23, 167-24, 167-25 and 167-26, up to the southwestern line of Bernard boulevard, the said southwestern line of Bernard boulevard being the northeastern line of subdivision lots

1958-59,
c. 62,
s. 2, re-
placed.

Territory.

166*d* et son prolongement jusqu'à l'axe de la Rivière Noire; ledit axe de la Rivière Noire en allant vers le sud jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 164; ledit prolongement; ladite ligne sud du lot 164 sur une longueur approximative de 140 pieds; une ligne en allant vers le sud-ouest jusqu'à un point sur le côté nord-est du chemin de front du rang IV à une distance de 493 pieds de la ligne séparative des lots 164 et 166*d* et enfin ledit côté nord-est du chemin de front du rang IV sur la longueur de 493 pieds jusqu'au point de départ."

Fonds industriel
autorisé.

2. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité de Drummondville est autorisée à créer un fonds industriel qui devra être employé uniquement et exclusivement aux fins et pour les montants spécifiquement déterminés comme suit:

a) \$52,000.00 pour l'agrandissement de la bâtisse de la compagnie Templan Spinning Mills Ltd., fabrique d'orlon et autres spécialités, déjà existante;

b) \$210,000.00, pour la construction de l'immeuble de la compagnie St Francis Paper Converters Ltd., fabrique de boîtes de carton, déjà existante et actuellement locataire;

c) \$100,000.00, pour la construction de la bâtisse de la compagnie Triad Creations Ltd., fabrique de bijoux et autres spécialités, déjà existante et actuellement locataire;

d) \$145,000.00, pour la construction de la bâtisse de la compagnie Gotham Chalkboard & Trim Ltd., fabrique de tableaux et de planches de liège;

e) \$50,000.00, pour l'achat du terrain de Laurent Janelle, \$25,000.00, pour l'achat du terrain de Camille Cloutier et \$50,000.00, pour l'achat du terrain de Moisan et Leclerc.

Approba-
tions.

Le règlement décrétant la création de ce fonds devra recevoir toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt.

Em-
prunts.

Si ce règlement reçoit les approbations requises par la loi, le conseil de la cité est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires muni-

167-26, 167-27, lot 166*d* and its extension up to the center line of Rivière Noire; the said center line of Rivière Noire, going towards the south, up to the extension of the southern line of lot 164; the said extension; the said southern line of lot 164, on an approximate distance of 140 feet; a line running towards the south-west, up to a point on the northeastern line of the front road of range IV, 493 feet from the dividing line between lots 164 and 166*d*, and, finally, the said north-eastern line of the front road of range IV, on a distance of 493 feet, up to the starting point."

2. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city of Drummondville is authorized to constitute an industrial fund which shall be used solely and exclusively for the purposes and amounts specifically determined as follows:

Industrial
fund
author-
ized.

a. \$52,000.00 for the enlargement of the building of the company Templan Spinning Mills Ltd., factory of orlon and other specialties, already existing;

b. \$210,000.00 for the construction of the immovable of the company St Francis Paper Converters Ltd., factory of cardboard boxes, already existing and presently a lessee;

c. \$100,000.00 for the construction of the building of the company Triad Creations Ltd., factory of jewellery and other specialties, already existing and presently a lessee;

d. \$145,000.00 for the construction of the building of the company Gotham Chalkboard & Trim Ltd., factory of cork boards and panels;

e. \$50,000.00 for the purchase of the land of Laurent Janelle, \$25,000.00 for the purchase of the land of Camille Cloutier and \$50,000.00 for the purchase of the land of Moisan and Leclerc.

The by-law ordering the constitution of such fund shall receive all the approvals required by law for loan by-laws.

Appro-
vals.

If such by-law receives the approvals required by law, the city council is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to make

Loans.

cipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excédera pas six cent trente-deux mille (\$632,000.00) dollars pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui serviront en tout ou en partie aux fins industrielles ci-dessus mentionnées, et pour consentir à même ce fonds industriel à l'achat de ces terrains industriels et l'établissement de ces industries, qui seront à l'avantage de toute la population.

Vente autorisée.

La cité est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi des sommes perçues.

Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

Gua-rantie.

La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses, et aussi sur la machinerie, laquelle pourra garantir la créance de la cité à l'égard des immeubles.

Acquisition.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie, et ensuite les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

one or more loans the total of which shall not exceed six hundred and thirty-two thousand (\$632,000.00) dollars to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or rent, immoveables to be used wholly or in part for the above mentioned industrial purposes, and to authorize, out of such industrial fund, the purchase of such industrial lands and the establishment of such industries calculated to benefit the whole population.

The city is authorized to sell or rent the said immovable or immoveables, on such conditions as it shall determine, provided that the sale price be not less than the cost of the said immoveables to the city, and that the rent be not less than the amount representing the service of the debt on the said loan or loans contracted for acquiring or erecting the said immoveables.

Author-ized sale.

All the money derived from such sales or leases shall be used for paying off the obligations contracted by the city in that respect, and for the payment of the capital and interest and other legitimate expenses and costs occasioned for the same, including those for the maintenance and improvement of buildings and land acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund, the partial or complete use of which shall be subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

Employ of sums collected.

The city must require that any loan made by it under these provisions, be secured by first hypothec on the land and buildings and also on the machinery, which may guarantee the claim of the city as well as the immoveables.

Gua-rantee.

Should the city be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour, as well as the machinery, and afterwards resell or rent the same; the price of resale or the rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used only for the reimbursement of the loan, unless the Quebec Municipal Commission authorizes the city to dispose otherwise of the same.

Acquisi-tion.

Cet emprunt pour les fins du fonds industriels n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la corporation de la cité de Drummondville pour des fins municipales.

Such loan for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the corporation of the city of Drummondville for municipal purposes.

S.R.,
c. 233,
a. 135,
remp.
pour la
cité.
Époque
de la con-
fection.

3. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"135. Chaque année avant le premier mars, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation et de perception des taxes de la municipalité à la condition qu'elles possèdent le sens électoral requis par la loi.

Électeurs. Les noms des électeurs sont recueillis par des énumérateurs faisant partie du personnel de la cité lesquels sont dûment nommés et assermentés par le greffier."

S.R.,
c. 233,
a. 143,
remp.
pour
la cité.

4. L'article 143 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 83, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Greffier
spécial.

"143. Si, le troisième jour de mars, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs ou n'a pas donné l'avis public requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district qui la préside, ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer cette liste."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour
la cité.

5. L'article 173 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité, par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 65, et par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 83, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Date des
élections.

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la cité a lieu tous les trois ans, le premier lundi de mai ou si ce jour est férié, le jour juridique suivant."

3. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for city.

"135. Prior to the first day of March, each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality provided they be qualified by law to be entered upon the electors list.

Time of
prepara-
tion.

The names of the electors shall be gathered by enumerators from among the employees of the city, duly appointed and sworn in by the clerk."

Electors.

4. Section 143 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 83, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for city.

"143. If, by the third day of March, the clerk has not made the alphabetical list of electors or has not given or published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district judge presiding over such court, or, in the event of the absence of such judge or of his inability to act, a district judge assigned to a neighbouring district shall, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, appoint a special clerk to prepare such list."

Special
clerk.

5. Section 173 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 2 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 65, and by section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 83, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for city.

"173. The general election for mayor and aldermen of the city shall be held every three years, on the first Monday of May or if this day be a holiday, the next juridical day."

Date.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 27^b de l'article 429, tel qu'édicte, pour la cité, par l'article 3 de la loi 14-15 George VI, chapitre 80, par le suivant:

Taxis.

"27^b Pour obliger tout propriétaire de taxi ou d'automobile de louage à obtenir de la cité un permis annuel n'excédant pas cinquante dollars par taxi, et tout conducteur de taxi, autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la cité un permis annuel n'excédant pas deux dollars et cinquante cents; pour réglementer l'émission de tout tel permis, déléguer au chef de police de la cité les pouvoirs du conseil à ce sujet, et décréter que la révocation de tout permis pourra en tout temps être prononcée par le conseil au cas de récidive pour infraction aux règlements municipaux relatifs à la circulation, à la loi provinciale des véhicules automobiles, aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession et au Code criminel; et pour limiter le nombre d'automobiles de louage ou taxis."

Ententes
auto-
risées.

7. Subordonnement à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, la cité de Drummondville est autorisée à conclure des ententes avec toutes personnes, sociétés ou corporations relativement au transport et à la livraison de gaz aux consommateurs.

Droits
exclusifs.

Telles ententes pourront comprendre un droit exclusif pour une période déterminée, et régir l'installation de tous ouvrages nécessaires ou utiles à ce service au-dessous ou le long de toute rue, ruelle, ou autre place publique. Lesdites ententes seront cependant sujettes à l'approbation de la Régie de l'électricité et du gaz, mais les dispositions de la Loi relative à la concession de franchises par les municipalités (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 222), ne s'appliqueront pas à ces ententes.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 27^b of section 429, enacted, for the city, by section 3 of the act 14-15 George VI, chapter 80, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

"27^b. To oblige every owner of a taxi or automobile for hire to obtain from the city and annual license not exceeding fifty dollars per taxi, and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the city an annual license not exceeding two dollars and fifty cents; to regulate the issue of any such license, delegate to the chief of police of the city the powers of the council in this respect, and enact that the cancellation of any permit may be pronounced at any time by the council in the case of the repetition of an offence against the municipal by-laws respecting traffic, the provincial motor vehicles act, the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession and the Criminal Code; and to limit the number of automobiles for hire or taxis."

Taxis.

7. Subject to previous approval by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, the city of Drummondville is authorized to make agreements with any person, firm or corporation with respect to the transportation and delivery of gas to consumers.

Agree-
ments
author-
ized.

Such agreements may involve an exclusive right for a fixed period and may govern the installation of all works necessary or useful for such service, under or along any street, lane or other public place. The said agreements, however, shall be subject to the approval of the Electricity and Gas Board, but the provisions of the Municipal Franchises Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 222), shall not apply to such agreements.

Exclusive
Right.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.